

RCS : RODEZ
Code greffe : 1203

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RODEZ atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00553
Numéro SIREN : 888 893 880
Nom ou dénomination : 1 FAUTEUIL POUR 3

Ce dépôt a été enregistré le 15/10/2020 sous le numéro de dépôt 5265

ATTESTATION DE DÉPOT

Pour constitution de capital social

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées,
représentée par COSTES VIRGINIE dûment habilitée à l'effet de la présente,

- certifie avoir reçu en dépôt la somme de 2000,00 euros représentant la totalité des versements effectués par les
souscripteurs du capital en numéraire de la société en formation au capital de 2000 euros :

S.A.S. SAS 1 FAUTEUIL POUR 3
1 PLACE DE L'EGLISE
12260 VILLENEUVE

sur un compte bloqué dans les conditions légales et réglementaires, ouvert en ses livres sous le n°00694376754, jusqu'à
la date d'immatriculation de la société.

Liste des souscripteurs et mention des sommes versées par chacun d'eux :

MADAME ANDANT EVELYNE , né(e) DE SMET le 15/10/1964 à AUBERVILLIERS
Montant souscrit : 1000,00 euros déposés le 11/08/2020

MADAME TLILI CHRISTINA , né(e) le 01/04/1975 à ROSKILDE
Montant souscrit : 1000,00 euros déposés le 11/08/2020

- et certifie avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque
souscripteur sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

La Caisse Régionale, dépositaire agréé en sa qualité d'établissement de crédit, décline toute responsabilité quant à
l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Protection des Données - Secret professionnel

Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent
contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la
Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données
personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale
de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci
vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique
de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : [https://www.credit-agricole.fr/
ca-nmp/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html](https://www.credit-agricole.fr/ca-nmp/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html) ou
disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le
fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres,
notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la
conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication,
notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au
quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ;
la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et
de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment.
Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres
personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures
décisions.

page 1/3

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées Société coopérative à capital et personnel variables, agréée en tant qu'établissement de crédit

immatriculée au RCS d'ALBI sous le N° 444 953 830.

Siège social : 219 Avenue François Verdier - 81022 ALBI Cedex 9

Société de courtage d'assurance immatriculée à l'ORIAS sous le N° 07 019 259

tél : 098 098 18 18 (n° non surtaxé).

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Clients, 160 Av. Marcel Unal, BP 204, 82000 MONTAUBAN Cedex, ou contact : ca-nmp.fr puis Contactez-nous et Formulez une demande** Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

**Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées - DPO - 219 Avenue François Verdier - 81022 Albi Cedex 9 ;
dpo@ca-nmp.fr**

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

Secret professionnel

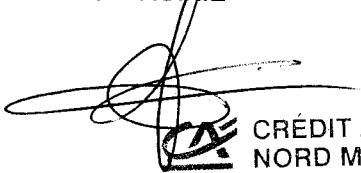
Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats ;
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;

- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

Fait le 14/08/2020 en 2 exemplaires à VILLENEUVE D AVEYRON

Signature du représentant de la Caisse Régionale
COSTES VIRGINIE



 CRÉDIT AGRICOLE
NORD MIDI-PYRÉNÉES

219, avenue François Verdier
81022 ALBI Cedex 9

STATUTS SOCIAUX

Société par actions simplifiée

Les sous-signées :

Mme Andant Evelyne

Née De Smet le 15/10/1964 à Aubervilliers, France
Demeurant à Villeneuve d'aveyron (12260), Mas d'Espagnol.

Mme Christina Tlili

Née Nielsen le 01/04/1975 à Roskilde, Danemark
Demeurant à Villefranche de Rouergue (12200), 1 avenue des Croates.

sont convenues de constituer entre elles une société par actions simplifiée aux statuts sociaux suivants

EN

CT

Sommaire

Titre I : Caractéristiques de la société

Article 1 – Forme	3
Article 2 – Objet	3
Article 3 – Dénomination	3
Article 4 – Siège social	3
Article 5 – Durée de la société	3
Article 6 – Dissolution, liquidation, prorogation	3

Titre II : Apports / capital social / actions / statut des associés

Article 07 – Apports, clause de remploi	4
Article 08 – Capital social et répartition des actions	4
Article 09 – Modification du capital social	4
Article 10 – Forme des actions	4
Article 11 – Cession des actions	4
Article 12 – Droits et obligations des associés	6
Article 13 – Exclusion/retrait d'un associé	6
Article 14 – Incapacité d'exercice d'un associé artisan, maladie	7

Titre III Administration/contrôle de la société

Article 15 – Direction. Nomination des dirigeants	7
Article 16 – Conventions réglementées	8
Article 17 – Décisions des associés	8
Article 18 – Règlement Intérieur	10
Article 19 – Droit de surveillance par les associés	10
Article 20 – Commissaires aux comptes	10

Titre IV Comptes sociaux

Article 21 – Exercice social	11
Article 22 – Comptes annuels et résultats sociaux	11
Article 23 – comptes courants d'associés	11

Titre V Dispositions diverses

Article 24 – Contestations	11
Article 25 – Engagements réalisés pour le compte de la Société en formation	12
Article 26 – Frais	12
Article 27 – Pouvoirs	12

Titre I : Caractéristiques de la société

Article 1 – Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être par la suite une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Dans le silence des statuts, il sera fait application des dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Article 2 – Objet

La Société a pour objet : la tapisserie d'ameublement et par extension la couture d'ameublement (création de rideaux, tentures, tapisserie intérieure, etc..) ; la décoration intérieure, la création, la réfection, et la vente d'objets décoratifs ; la création, transformation et réfection de mobilier à usage domestique.

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de prise en location-gérance, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement.

Et d'une manière plus générale toutes opérations quelles qu'elles soient se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou annexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

Article 3 – Dénomination

La dénomination sociale est : 1 fauteuil pour 3. Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 – Siège social

Le siège social est fixé au 1 place de l'église à Villeneuve en Aveyron (12260). Il pourra être transféré en tout autre endroit du territoire français par simple décision du comité de direction. Le président est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 – Dissolution – Liquidation – Prorogation

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue sous la forme unipersonnelle, sans autre formalité. La société est dissoute par l'arrivée de son terme sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif ou par décision des associés.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La nomination des liquidateurs met fin aux fonctions des dirigeants.

Si les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les trois mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires. A défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article L 225-248 du code de commerce. Si la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article L 225-248 du code de commerce.

Interdiction - Redressement et liquidation judiciaire d'un associé - La société ne sera pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une ou plusieurs entreprises commerciales ou une ou plusieurs personnes morales ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard d'un associé.

Prorogation - un an au moins avant la date d'expiration de la société, le comité de direction sera tenu de provoquer une décision collective et unanime des associés pour décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société sera prorogée ou non.

Titre II Apports/capital social/actions/statut des associés

Article 7 – Apports en numéraire – clause de remploi

Mme Andant Evelyne apporte à la société la somme de mille euros. Mme Christina Tlili apporte à la société la somme de mille euros. Soit au total un apport exclusivement numéraire de deux mille euros. La somme de mille euros a été versée par chaque associé le 07/08/2020 ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par la banque Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées où les fonds ont été régulièrement déposés à un compte ouvert au nom de la société en formation ; cette attestation est annexée aux présents statuts.

Clause de remploi concernant Mme Christina Tlili : À toutes fins utiles, Mme Christina Tlili, mariée le 05/10/2013 sans contrat, déclare expressément que son apport est fait de deniers propres provenant d'une donation d'un montant de trois mille euros reçus de son père Mr Jens Olesen et pour lui tenir lieu de remploi, au sens de l'article 1434 du Code civil, les actions qui lui sont attribuées en rémunération de son apport étant ainsi sa propriété exclusive.

Article 8 – Capital social et répartition des actions

Le capital social est ainsi fixé à la somme de deux mille euros, divisé en cent actions de vingt euros entièrement libérées. En conséquence et en rémunération des apports, cinquante actions sont attribuées à Christina Tlili et cinquante actions sont également attribuées à Evelyne Andant.

Article 9 – Modification du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 10 – Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte qui est valablement signées par le président ou le directeur général.

Article 11 – Cession des actions

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son représentant qualifié. Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

Clause d'inaliénabilité :

Pendant une période de 3 ans les actions de la société sont inaliénables. L'interdiction d'aliéner les actions prévues ci-dessus concerne toutes les cessions à titre gratuit ou onéreux portant sur les actions ou droits de la société (*droits d'usufruit et de nue-propriété*), y compris les opérations de fusion ou d'apport partiel, les cessions par voie d'adjudication publique en vue d'une décision de justice. L'inaliénabilité temporaire des actions est mentionnée sur les comptes d'actionnaires ouverts par la société.

Par exception aux dispositions qui précèdent, cette clause est nulle et non avenue dans les cas suivants :

- Mécontentement grave entre un associé et la société de nature à donner lieu à une décision de dissolution
- Réalisation de la clause d'exclusion d'un associé
- Révocation d'un dirigeant ayant la qualité d'associé
- Entrée d'un nouvel associé au capital
- La mutation du conjoint d'un associé met fin à l'inaliénabilité des actions du dit associé
- Le divorce d'un associé met fin à l'inaliénabilité de ses actions
- Le décès d'un associé met fin à l'inaliénabilité des actions appartenant au decujus.

Agrément :

Toute transmission et cession d'actions même au profit d'un associé ou du conjoint d'un associé est soumise à l'agrément préalable du comité de direction.

L'agrément concerne les transmissions et les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit, y compris par voie d'apport, fusion, scission, ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée.

L'associé cédant notifie la cession ou la mutation projetée au président ou au directeur général de la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société en indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel, le nombre d'actions dont la cession ou la mutation est envisagée, ainsi que le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux ou l'estimation de la valeur des actions dans les autres cas. En cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas. Au vu de cette demande, le comité de direction convoqué par le président ou le directeur général doit statuer sur l'agrément sollicité et notifier sa décision au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courriel avec accusé de réception dans un délai maximum de deux mois suivant la notification de la demande d'agrément. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément et l'opération envisagée pourra se réaliser. La décision n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation.

En cas d'agrément du ou des cessionnaires proposés, le transfert est régularisé sur présentation des pièces justificatives, lesquelles devront être remises dans les trente jours qui suivent la notification de la décision.

En cas de refus d'agrément du ou des cessionnaires proposés, le cédant dispose d'un délai de 30 jours à compter de la notification du refus pour faire connaître au président de la société ou au directeur général, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou courriel avec accusé de réception courriel qu'il renonce à son projet dès lors que la nature de l'opération le permet ou qu'il ne renonce pas à son projet. Dans ce dernier cas, le président de la société ou le directeur général est tenu de faire acquérir les actions en cause à un ou plusieurs acquéreurs choisis par le comité de direction ou, avec l'accord du comité de direction, de les faire acquérir par la société en vue d'une réduction de capital. En cas d'acquisition par un ou plusieurs associés, s'il y a désaccord sur la répartition des actions, les actions sont réparties entre les associés au prorata de leur participation dans le capital social. Si à l'expiration du délai de 6 mois à compter de la notification du refus d'agrément, la totalité des actions n'a pas été rachetée, l'agrément sera considéré comme donné.

Prix de cession :

Le prix des actions cédées ou acquises correspond à la valeur mathématique des actions soit à l'actif net de la société divisé par le nombre d'actions existantes ; sauf accord contraire entre les parties.

Article 12 – Droits et obligations des associés

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente. A chaque action correspond un droit de vote.

Sous réserve des dispositions légales rendant les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supporteront les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire. Les dividendes échus et non payés reviendront, sauf clause contraire, au cédant.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la personne d'un autre associé. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Les représentants, ayants droit, héritiers et créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs et des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux décisions des associés.

Nantissement des actions :

Aucun agrément ne peut être donné à un projet de nantissement.

Clause de non-concurrence :

Les associés s'engagent à l'égard de la société, à ne pas lui faire concurrence ni à s'intéresser, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, à une activité qui soit concurrente de celle de la société. Cette interdiction s'applique à chaque associé en France et à l'étranger pendant toute la durée de sa participation au capital de la société et pendant les 24 mois suivant la cessation de cette participation dans un rayon de soixante-dix kilomètres autour du siège social. La société peut agir en référé pour obtenir la cessation immédiate, sous astreinte, de l'activité la concurrençant illicitement.

Article 13 – Exclusion - retrait d'un associé**Clause d'exclusion :**

Un associé peut être exclu de la société en cas de survenance d'un des événements suivants :

Actions répétées portant atteinte à l'image de la société.

Fautes de gestion répétées et portant préjudice à la société.

Responsabilité d'une mésentente grave entre associés interdisant la poursuite de l'activité sociale.

Refus de voter une délibération vitale pour la société.

EA
CT

Violation d'une clause statutaire ou violations répétées du règlement intérieur.

Condamnation pénale d'une durée supérieure à 6 mois.

Incapacité professionnelle de plus de 6 mois.

Sanction administrative ou commerciale incompatible avec l'exercice de la profession.

Changement de contrôle d'une personne morale associée.

Dès qu'il aura connaissance de la survenance de l'un des événements cités ci-dessus et au plus tard à l'expiration d'un délai de 14 jours à compter de sa notification expresse par l'un des associés, le président ou le directeur général doit informer l'associé concerné sur le motif de l'exclusion pour qu'il fasse valoir ses observations. Après un délai minimum de 14 jours le président ou le directeur général se prononce sur l'exclusion de l'associé concerné et doit notifier, à l'associé concerné, par lettre recommandée avec avis de réception, son exclusion ou son maintien dans la société.

En cas de décision d'exclusion, l'associé, s'il n'effectue pas de recours en justice, doit céder ses actions aux autres associés ou à toute personne désignée par eux à la majorité. Les associés restants ont l'obligation d'acheter ou de faire acheter les actions de l'associé exclu dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date de cette décision. Le prix des actions sera déterminé selon l'article 12 des présents statuts.

Si à l'expiration du délai de 6 mois à compter de la décision d'exclusion, la société ou les associés n'ont pas procédé ou fait procéder au rachat des actions de l'associé exclu, la décision d'exclusion est réputée privée de tout effet.

À compter du prononcement de l'exclusion, l'associé est privé du droit de vote attaché à ses actions et ne peut plus représenter aucun actionnaire. Il est révoqué d'office de ses fonctions de direction ou de présidence.

Article 14 – incapacité d'exercice d'un associé artisan - maladie

Les règles relatives à l'incapacité ou la maladie d'un associé artisan sont édictées par le règlement intérieur.

Titre III Administration/contrôle de la société

Article 15 – Direction – Nomination des dirigeants.

La Société est dirigée par un président et un directeur général obligatoirement choisis parmi les associés, le cas échéant un ou plusieurs directeurs adjoints, et un comité de direction. Le mode de nomination et de révocation des membres de ce comité, les décisions soumises au contrôle du dit comité, son mode de fonctionnement, les modes de prise de décisions seront établis, dans le règlement intérieur.

Conformément à la loi, le président représente la Société à l'égard des tiers et il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, des statuts et du règlement intérieur. Toutefois, sans que cette limitation puisse être opposée aux tiers, le président ne pourra prendre certains engagements et dispositions décrits dans le règlement intérieur qu'après consultation du comité de direction.

En application des présents statuts, le directeur général est investi à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le président et pourra justifier de ces pouvoirs envers les tiers par la production d'une copie des présents statuts certifiée conforme par le président. Toutefois, le directeur ne pourra prendre certains engagements et dispositions décrits dans le règlement intérieur qu'après consultation du comité de direction.

Nomination du premier président, du premier directeur général et des autres dirigeants :

Par les présents statuts, Mme evelyne Andant est nommée présidente et Mme Christina Tlili est nommée directrice générale, également membres du comité de direction. Les nominations ultérieures des dirigeants seront soumises à la décision collective des associés et exclusivement sur proposition du comité de direction.

Rémunération du président et des directeurs généraux :

En rémunération de leurs fonctions, et de leur métier d'artisan, il est attribué au président, aux directeurs généraux un traitement fixe ou proportionnel, dont le montant et les modalités de paiement seront définies dans le règlement intérieur puis accrédités par décision collective des associés.

Révocation des dirigeants – démission :

Les dirigeants sont révocables ad nutum par décision unanime des associés. Les dirigeants sont révoqués d'office en cas de perte de leur qualité d'associé, que ce soit par cession totale de leurs actions ou par une procédure d'exclusion. La démission d'un membre dirigeant entraîne obligatoirement la cession des actions qu'il détient. Les dirigeants révoqués n'auront droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Article 16 – Conventions réglementées

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou son directeur général donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le président et d'une présentation de ce rapport à l'approbation des associés. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux associés de contracter des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de se faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article au Président et à tout autre dirigeant de la société.

Article 17 – Décisions des associés

Les associés sont consultés et délibèrent dans les formes et les conditions qui suivent.

A- Les décisions des associés doivent être prises collectivement et à l'unanimité des lorsqu'elles concernent les opérations suivantes :

Modification statutaire relative à la stabilité et à la cohésion de l'actionnariat et en conséquence, les clauses suivantes : inaliénabilité des actions ; agrément des cessions d'actions ; exclusion d'un associé. Augmentation du capital avec augmentation des engagements des associés. Transfert du siège social à l'étranger.

B- Les décisions des associés doivent être prises collectivement à la majorité des actions détenues et avec l'accord du comité de direction lorsqu'elles concernent les opérations suivantes :

Modification statutaire sans rapport avec la stabilité et à la cohésion de l'actionnariat. Augmentation de capital sans augmentation des engagements. Réduction du capital. Fusion, scission ou dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur. Prorogation. Nomination des commissaires aux comptes en cours de vie sociale. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat. Approbation ou refus des conventions réglementées. Nomination des dirigeants en cours de vie sociale ; Modification du règlement intérieur.

C- Les autres décisions que celles visées ci-dessus en A et B sont de la compétence du président, du directeur général ou du comité de direction tel que défini dans le règlement intérieur.

D- Mode de consultation des associés

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président ou le directeur général. Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable. La décision de consulter les associés appartient au président ou au directeur général.

L'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial. Le mandataire doit être muni d'un pouvoir. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée, d'une consultation ou d'un acte.

Toute décision collective des associés est constatée par un procès-verbal établi sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées et signées par le président et le directeur général sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé. Les copies ou extraits des décisions collectives des associés sont valablement certifiés conformes par le président ou le directeur général. Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En présence d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts aux associés lorsqu'une prise de décision collective est nécessaire. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises par l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé. Les modalités de consultation des associés visées aux D1, D2 et D3 sont inapplicables.

D.1. Assemblée

Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou du directeur général ou, à défaut sur convocation du commissaire aux comptes s'il en existe un avec un intervalle d'au moins quinze jours avant la date d'assemblée.

Le président ou le directeur général choisit le mode de convocation qu'il considère le mieux adapté. La convocation précise le lieu, la date et l'heure de la réunion et indique l'ordre du jour et le texte des résolutions. Les documents nécessaires à l'information des associés devant leur permettre de se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le texte de la ou des résolutions soumises à leur approbation sont joints.

Sauf dispositions spécifiques différentes dans les statuts, les décisions collectives à la majorité ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des droits de vote. Si, par suite d'absence ou d'abstentions d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors prises à la seule majorité des droits de vote émis, quel que soit le nombre des votants, mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour ayant fait l'objet de la première consultation.

Sauf dispositions spécifiques différentes dans les statuts, les décisions collectives à l'unanimité ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant la totalité des droits de vote. Si, par suite d'absence ou d'abstentions d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors prises à l'unanimité des droits de vote présents ou représentés et à la majorité des droits de vote existants, mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour ayant fait l'objet de la première consultation.

D.2. Consultation écrite

Pour une consultation écrite, le président adresse, dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Le commissaire aux comptes, le cas échéant, est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

EA
CT

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote qui peut être émis par tous moyens. Le document ou le support doit exprimer un vote précis : pour chaque décision un vote par « oui » ou par « non » doit être nettement exprimé ; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu sera considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

La procédure de consultation écrite est arrêtée si un associé représentant au moins un quart des droits de vote demande à la société, dans le délai de sept jours à compter de la réception des projets de résolution, que le texte de la ou des résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée.

Vote par courriel. Le droit de vote peut être exprimé par courriel sous réserve de l'utilisation d'un logiciel de cryptage. Dans ce cas, l'associé communiquera au président le code d'accès. Une copie de l'e-mail sera faite contenant le nom et l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi. Le président certifiera conforme cette sortie papier par rapport au message écran reçu. Cette copie certifiée sera annexée au procès-verbal de la consultation.

Les décisions prises par consultation écrite ou par courriel doivent, pour être valables, réunir les conditions de majorité prévue pour les assemblées générales.

D.3. Acte

À la demande du président ou directeur général, les associés prennent les décisions dans un acte. L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Cet acte doit contenir : les conditions d'information préalables des associés ; la nature précise de la décision à adopter ; l'identité de chacun des signataires du document. Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte. L'original de cet acte est annexé au procès-verbal.

Article 18 – Règlement Intérieur

Un règlement intérieur est prévu entre les associés dont l'objet est de préciser les règles de fonctionnement interne de la société, la rémunération des dirigeants, les modalités de fonctionnement du comité de direction. Les modalités de fonctionnement des comptes courants d'associés. Tous les associés signataires des présents statuts sont obligatoirement soumis aux dispositions du Règlement Intérieur.

La première version de ce règlement sera établie par le président et le directeur général statutairement nommés, dans les trois mois suivant la signature des statuts. Ce règlement pourra être modifié par décision collective des associés (cf article 17B).

Article 19 – Droit de surveillance par les associés

La direction doit rendre compte de ses actes aux associés qui ont droit de contrôle permanent et sans préavis, à la seule condition de ne pas abuser de ce droit et de ne pas entraver l'exercice normal des fonctions de la direction.

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social la délivrance d'une copie certifiée conforme aux statuts en vigueur au jour de la demande. De prendre connaissance, par lui-même et au siège social, des bilans, comptes de résultat, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées avec faculté de prendre copie de ces pièces, sauf en ce qui concerne les inventaires.

Article 20 – Commissaires aux comptes

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaires et suppléants. Ils doivent désigner au moins un commissaire aux comptes titulaire et un suppléant si la société vient à dépasser, à la clôture d'un exercice, des chiffres fixés par décret en Conseil d'Etat pour deux des trois critères suivants : le

total du bilan, le montant hors taxes de son chiffre d'affaires ou le nombre moyen de ses salariés au cours d'un exercice.

Titre IV Comptes sociaux

Article 21 – Exercice social

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre. Par exception, le premier exercice social comprendra la période courue entre le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et le trente et un décembre 2021.

Article 22 – Comptes annuels et résultats sociaux

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe). Il établit un rapport de gestion. Une décision collective des associés approuve les comptes, dans un délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice. La décision collective se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint une somme égale au dixième du capital social.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs. Les associés décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

Article 23 – Comptes courants d'associés

Tout associé peut faire des avances en compte courant à la société. Le mode de fonctionnement des comptes courants d'associés sera défini dans le règlement intérieur.

Titre V Dispositions diverses

Article 24 – Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents. Cependant, en cas de difficultés soulevées soit par l'exécution, soit par l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, préalablement à toute action contentieuse, à soumettre leur différend à deux conciliateurs qu'elles choisiront respectivement. Ceux-ci s'efforceront de trouver une solution amiable dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de désignation du premier conciliateur. Faute par l'autre partie de désigner son conciliateur dans les trente jours de la lettre qui l'y invite, elle sera réputée avoir renoncé à la conciliation.

Article 25 – Engagements réalisés pour le compte de la Société en formation

Après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social seront soumis à l'approbation unanime des associés lors de la plus prochaine décision collective. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

Article 26 – Frais


Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente société seront portés au compte « frais de premier établissement ».

Article 27 – Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes les autres formalités prescrites par la loi.

Fait à Villeneuve le onze Aout de l'année deux mille vingt en six exemplaires de douze pages.

Evelyne Andant



Christina Tlili

